D. Fassin & D. Memmi (Eds.). *Le gouvernement des corps*

Paris : Éditions de l'EHESS

Agnès Méritan

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/osp/1027>

DOI : 10.4000/osp.1027

ISSN : 2104-3795

Éditeur

Institut national d'étude du travail et d'orientation professionnelle (INETOP)

Édition imprimée

Date de publication : 15 septembre 2006

Pagination : 475-477

ISSN : 0249-6739

Référence électronique

Agnès Méritan, « D. Fassin & D. Memmi (Eds.). *Le gouvernement des corps* », *L'orientation scolaire et professionnelle* [En ligne], 35/3 | 2006, mis en ligne le 28 septembre 2009, consulté le 09 octobre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/osp/1027> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/osp.1027>

Ce document a été généré automatiquement le 9 octobre 2020.

© Tous droits réservés

D. Fassin & D. Memmi (Eds.). *Le gouvernement des corps*

Paris : Éditions de l'EHESS

Agnès Méritan

RÉFÉRENCE

Paris : Éditions de l'EHESS

- 1 « Le gouvernement des corps » désigne la mise en œuvre de « multiples modalités de la relation à soi et aux autres dans un cadre défini par des codes et des règlements, des normes et des valeurs, des rapports d'autorité et de légitimité, des interactions avec l'État et avec la loi ». Cette intervention de la société sur les corps et son emprise prend place dans des dispositifs diffus, souvent banals et familiers. Ils sont peu perçus en termes de politique et pourtant ils sont au cœur de ce qui constitue aujourd'hui le politique. Tel est le cadre général dans lequel s'inscrivent les huit études – généralement menées par des sociologues – constitutives de l'ouvrage dirigé par Didier Fassin et Dominique Memmi.
- 2 Les auteurs s'attachent, plus particulièrement, à appréhender les manières dont divers agents sociaux, souvent étrangers aux problèmes de santé, pensent et régulent non seulement les conduites corporelles mais aussi les usages de soi relatifs à l'histoire biologique ou biographique de l'individu. Leur première question est la suivante : « *De quel corps et de quel vivant parle-t-on et en quoi constituent-ils un point particulier d'application de l'action publique ?* ». L'enjeu de ce « gouvernement des corps » est d'abord, pour les auteurs, celui de la redéfinition de certaines frontières, par exemple entre le psychique et le somatique, le normal et le déviant, le social et la médecine. Ils constatent que ces multiples dispositifs de « gouvernement des corps » induisent une recomposition du fonctionnement de la société, en réarticulant les liens entre espaces public et privé, individu et population, pouvoir et sujet, État et citoyen : des relations si routinières qu'on les prendrait pour allant de soi alors qu'elles sont soumises à

l'innovation sociale. Du coup, une seconde question se pose : « *En quoi l'intervention des pouvoirs publics sur les corps et sur le vivant produit-elle des formes nouvelles de biopolitique ?* »

- 3 La notion de corps est peu définie en sociologie. Les auteurs remarquent même que le corps y est « introuvable » (titre d'un paragraphe). Ils écrivent : « *Toute l'histoire des sciences sociales l'atteste : le corps résiste à l'analyse, des sociologues plus encore peut-être que des anthropologues. Trop évidemment présent, il apparaît souvent comme un impensé de la théorie sociale qui tend à l'abandonner du côté de la nature ou de la biologie, de la matière et de l'émotion, autrement dit à en faire un objet présocial au sens où il précèderait toute sorte de mises en forme de la société* ». Comment les sciences sociales en sont-elles ainsi arrivées à occulter le corps ? La sexuation du corps est, par exemple, longtemps restée un point aveugle de ces disciplines. La société y était considérée dans une perspective asexuée, autrement dit masculine, la différenciation sexuelle étant reléguée du côté de la reproduction biologique. La séparation – historiquement construite – du corps et de l'esprit, legs de la pensée cartésienne, y a ainsi opéré comme un implicite. L'homme en société a été étudié du point de vue de sa contribution intellectuelle à travers le langage ou les productions de l'esprit. C'est d'ailleurs ce qui a justifié la distinction entre les sciences dites « humaines » et celles s'occupant de la matérialité du corps biologique, de l'animal. Les sciences sociales ont ainsi fait de leur objet – l'homme – un être doué de langage, mais sans sexe, et finalement sans corps.
- 4 À l'occasion d'un tour d'horizon de la sociologie, les auteurs relèvent cependant quelques traces ou influences d'auteurs sensibles au corps dans leurs travaux. Ainsi, Marcel Mauss (anthropologue) a souligné la nécessité de considérer le corps comme une production sociale. Néanmoins, la sociologie est restée principalement héritière des traditions de Émile Durkheim et de Max Weber qui produisirent une description désincarnée de la société avec, par exemple, la notion de « rôle » qui s'attache à la surface de l'individu dans ses interactions en société en négligeant son « épaisseur ». Certes, Norbert Élias apporta une contribution fondatrice à une théorie de l'incorporation. Et Pierre Bourdieu – avec le concept d'habitus, déjà présent en filigrane dans l'œuvre de Mauss sur les techniques du corps – montra comment le social s'avère le plus efficace là où précisément le « naturel » des conduites corporelles, des goûts et des préférences, semble le plus évident car le « social » y est profondément enfoui. Mais c'est finalement du dehors qu'est venue l'influence la plus déterminante qui a conduit à renouveler l'approche du corps en sociologie : les travaux de Michel Foucault manifestèrent, de manière décisive, que le corps était le lieu où s'exerçait le pouvoir dans toute sa plénitude. Ces analyses de Foucault – notamment son œuvre tardive, où il se tourne vers la subjectivité et le processus de subjectivisation – sous-tendent, pour une large part, la réflexion des auteurs, soit qu'ils s'en inspirent, soit qu'ils s'en démarquent. Cette histoire de la subjectivité a pour objet la mise en place et les transformations, dans notre culture, des rapports à soi-même. La subjectivité serait donc le produit de la gouvernementalité : « *Ainsi se dessine un gouvernement de soi par soi dans son articulation avec les rapports à autrui qui annonce les développements ultimes de l'herméneutique du sujet* ». C'est ce qui intéresse les auteurs dans l'œuvre de Foucault : la multiplicité des formes de pouvoir et des lieux de son application, ainsi que la diversité des voies de production du sujet à travers de multiples procédures de régulation des individus et des populations.

- 5 Ce tour d'horizon de la discipline se termine par la mise en évidence de trois obstacles ou manques, bornant en creux cette notion introuvable de « corps ». Le premier vient de la naturalisation de l'objet corps : le corps est un objet qui s'est imposé comme étant naturel. Le deuxième est lié à la polysémie du corps : au-delà de l'évidence de la matérialité du corps dans sa consistance physique, celui-ci est appréhendé par la sociologie comme différent selon ses états. Le corps est un objet fragmenté dans son étude (sociologie médicale, sociologie de la santé, sociologie du sport, sociologie des émotions, sociologie de l'art, sociologie de l'alimentation, etc.) alors qu'il ne l'est pas dans le vécu de l'individu. Le troisième obstacle – le plus important selon les auteurs – est la façon dont le corps s'est construit dans l'histoire de la pensée occidentale, avec Descartes, dans une séparation radicale entre le corps et l'esprit, le corps étant rabaissé du côté des sens, et l'esprit élevé du côté de l'âme et de la conscience.
- 6 Pour affronter ce triple obstacle épistémologique, les auteurs proposent un triple retournement. Ils posent, tout d'abord, que le corps est un construit social. La matérialité physique du corps peut-être vue comme naturelle mais cette matérialité ne prend de sens que dans l'activité des hommes et des femmes visant à donner une signification à leur vie biologique. La matérialité du corps constitue par conséquent un enjeu dans les rapports sociaux. Ensuite, dans cette construction sociale qui prend de multiples formes (comme les études empiriques présentées dans l'ouvrage se proposent de le montrer), les auteurs privilégient l'approche par la dimension politique : le corps y est constitué comme objet de gouvernement (d'où le titre de l'ouvrage). L'adoption de cette perspective politique d'analyse a une conséquence : le travail de la société sur les individus, ou de l'État sur les citoyens, y est analysé comme se faisant autant et à la fois sur les corps et les esprits. La séparation du corps et de l'esprit n'a plus vraiment de sens. S'il s'agit de « gouverner les âmes », il est aussi question, dans un même mouvement, et selon les mêmes logiques, de gouverner les corps.
- 7 Le concept de « gouvernementalité », élaboré par Michel Foucault, constitue l'un des outils fondamentaux utilisé par les auteurs dans leurs analyses. Pour ce dernier, ce terme vise à rendre compte du caractère multicentrique, diffus, intime tant du pouvoir que des objets sur lesquels il s'exerce. Il s'agit de comprendre le pouvoir comme un domaine de relations stratégiques entre des individus ou des groupes dont l'objet est la conduite de l'autre ou des autres. Dans cette perspective, l'État apparaît comme « *metteur en scène plutôt que [comme] producteur du théâtre des bio-politiques* ». Ce qui conduit les auteurs à étudier les nouvelles façons dont s'exerce ce pouvoir, ainsi que les nouveaux lieux et espaces intermédiaires de son exercice :
- les professionnels de l'éducation à la santé et les politiques d'action publique (Luc Berlivet) ;
 - les enjeux et les jeux de pouvoir entre institution de la santé, industrie pharmaceutique, médecins et futurs clients potentiels (à propos de la médicalisation de la sexualité) (Alain Giami) ;
 - les proches comme récipiendaires domestiques de l'activité de soins lors du retour au domicile du malade (Martine Bungerer) ;
 - les professionnels de la santé dans les consultations pour interruption médicale de grossesse (Dominique Memmi) ;
 - les associations de prostituées, la police, les institutions, et les travailleurs sociaux autour de l'exercice légal ou non de la prostitution (Lilian Mathieu) ;
 - les individus face à l'institution de la norme conjugale et de la surveillance juridique des pratiques sexuelles légitimes (Daniel Borillo) ;

- les prisonniers comme participants aux soins de leurs codétenus, dans le cadre de la pratique médicale pénitentiaire (Marc Bessin et Marie-Hélène Lechien) ;
- la mise en scène et en mots du corps et de ses souffrances dans les discours des Rmistes ou des demandeurs d'asile face aux autorités décideuses (Didier Fassin).

8 Si les auteurs ont bien repéré les impasses épistémologiques qui conduisirent à l'occultation du corps en sociologie et ont proposé certains retournements pour y répondre, le lecteur peut néanmoins regretter que se perde parfois, en cours de route, le concept de subjectivité – qui est pourtant lié au corps – et vers lequel ces études tendent. Peut-être est-ce parce que la subjectivité échappe aux méthodes et aux outils de la sociologie, laquelle peine ainsi à dépasser le troisième obstacle repéré par les auteurs ? Sans doute, l'un des intérêts de ces travaux de recherche est-il de laisser apparaître de telles limites. Deux hypothèses peuvent être formulées pour en rendre compte. La première est relative à une confusion possible entre subjectivité (entendue comme un processus réflexif toujours en développement) et image de soi en société (les représentations de soi et la perception de soi par les autres). Les actes des individus en société ne dévoilent pas toute la complexité mouvante de la subjectivité d'un sujet. Leur perception par autrui est partielle car interprétative. Le sujet n'est-il pas plus vaste et plus riche que ses actes tels qu'ils peuvent lui apparaître ou apparaître à autrui ? C'est probablement dans cet espace que se place ce que les auteurs rappellent de l'activité du sujet donnant du sens à la « biologie ». De façon surprenante, la question de l'activité et du sens n'est pas développée. Pourtant, la subjectivisation ne se trouve-t-elle pas, aussi, là ? Cette interrogation renvoie à la seconde hypothèse : peut-on considérer que le « gouvernement des corps » induirait de manière quasi immédiate la subjectivité ? Celle-ci ne s'élabore-t-elle pas aussi en fonction du gouvernement des corps ? Si le sujet se construit dans un « bain social », ce bain social n'est pas constitué seulement du gouvernement des corps, il est aussi le lieu où le sujet se déploie dans l'action, l'expérimentation, l'échange, la confrontation, le frottement au réel. Le dernier article – de Didier Fassin – affleure cet horizon sans pourtant clairement le formuler. Dans son très intéressant article, Luc Berlivet l'approche sans s'y arrêter quand il pointe le paradoxe entre autocontrainte et accomplissement de soi : selon la conception de l'humain des promoteurs des campagnes d'éducation à la santé, éduquer les personnes « à risque » à se subjectiver – pour parler comme Foucault – c'est, dans un même mouvement, les amener automatiquement à abandonner les comportements considérés par l'autorité sanitaire comme délétères. Mais, note Berlivet, cette conception repose sur l'idée, jamais vraiment explicitée, selon laquelle se réaliser pleinement comme individu va obligatoirement de pair avec l'adoption d'un style de vie faisant l'économie des comportements dangereux pour l'organisme autant qu'aliénants. Cette vision mécaniste oublie le travail de Georges Canguilhem : le sujet – l'individu disent les sociologues, mais « sujet » et « individu » sont-ils des concepts superposables ? – a la possibilité d'être « normatif », c'est-à-dire qu'il a la capacité de déplacer des normes en en créant de nouvelles, depuis là où il vit. Cette créativité est même un critère de santé, au sens large : une autre santé qui ne serait plus normalisée mais normative. L'individu, tel qu'il est considéré dans cet ouvrage, a-t-il cette possibilité ?